



COMMUNIQUÉ COMMUN

Les organisations syndicales (CFDT - CFTC - CFE-CGC - CGT - FSU - SOLIDAIRES - UNSA), réunies ce jour, condamnent la politique d'austérité salariale menée par le gouvernement à l'égard des agents publics. Celle-ci aggrave encore un contexte marqué par les suppressions d'emplois et la dégradation des conditions de travail.

La défense du pouvoir d'achat, la valorisation de nos métiers, le partage des richesses, passent par l'augmentation des salaires. Les retraités de la fonction publique sont eux aussi victimes de la même érosion de leurs niveaux de vie.

Renouer avec une politique de l'emploi public attractive en lieu et place des destructions opérées dans le cadre de la RGPP pour la fonction publique d'Etat, c'est renouer avec les solidarités assumées par les services publics. C'est avoir une ambition pour ouvrir de nouveaux droits sociaux reconnaissant, par exemple, les victimes de l'amiante, en Loire-Atlantique et ailleurs.

La question salariale est un indicateur du mépris actuel porté aux salariés des fonctions publiques.

Elles dénoncent l'absence de véritables négociations salariales qui auraient dû permettre a minima le maintien du pouvoir d'achat des agents publics pour 2011 et 2012.

Elles contestent le discours du gouvernement consistant à laisser croire que la Fonction Publique connaît de véritables hausses de pouvoir d'achat.

Elles rappellent que le contentieux salarial, qui s'accumule depuis presque 10 ans, constitue pour les fonctionnaires une perte de largement plus de 10 % de rémunération. Elles continuent à demander la mise en oeuvre rapide de mesures de rattrapage.

Les organisations signataires réaffirment fortement leur attachement au point d'indice, élément central et prioritaire en matière salariale dans la Fonction Publique.

En effet, seule la progression du point d'indice permet véritablement de compenser l'inflation et d'assurer une réelle augmentation des salaires, pour tous les fonctionnaires et agents contractuels. C'est pourquoi les organisations syndicales exigent une augmentation immédiate et conséquente du point d'indice, suivie de l'ouverture d'une véritable négociation sur :

- Les mesures de rattrapage.
- Une revalorisation des grilles indiciaires.
- Une véritable politique salariale dans la Fonction Publique.

Pour ce faire, elles appellent l'ensemble des agents des trois versants de la Fonction Publique à se mobiliser fortement le **MARDI 31 MAI** prochain, sous les formes locales ou sectorielles manifestations, grèves...

Les organisations syndicales CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FSU, Solidaires, UNSA de Loire-Atlantique appellent les salariés à participer massivement aux rassemblements
11 h 30 NANTES - Préfecture
10 h 30 SAINT-NAZAIRE - sous-Préfecture